



Action sociale



Caf70



# COMPILATION DE DOCUMENTS

Addendum : élément ajouté à un document existant afin de compléter ou préciser le contenu initial.



# Modalités de calcul de la subvention RPE



**Subvention Relais petite enfance (RPE)**

**« Missions renforcées »**

**« Bonus territoire CTG »**

**Octobre 2024**

Le présent addendum vient compléter la convention d'objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire et la Caf.

Le pourcentage de financement de la subvention RPE, le montant forfaitaire des « missions renforcées » et le montant du bonus territoire CTG (offre nouvelle) le cas échéant sont accessible sur le site Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

## **Le financement de la subvention RPE**

La Caf verse une subvention à partir :

- d'un prix de revient limité à un plafond fixé annuellement par la Cnaf,
- du nombre d'ETP d'animateur dans la limite du nombre d'ETP validé par le Conseil d'administration ou par une instance délégataire de la Caf .

Prix de revient = dépenses de fonctionnement / nombre d'équivalent temps plein du poste d'animateur (dans la limite du nombre d'Etp validé par le Conseil d'administration ou par une instance délégataire de la Caf).

La subvention se calcule de la façon suivante :

Prix de revient (dans la limite d'un prix plafond fixé annuellement par la Caf)	x	43%	x	Nombre d'équivalents temps plein du poste d'animateur (dans la limite du nombre d'Etp validé par le Conseil d'administration ou par une instance délégataire de la Caf)
---	---	-----	---	---

## **Le financement des « missions renforcées »**

Un financement complémentaire est créé pour les RPE qui s'engagent dans au moins une des trois missions renforcées décrites dans le référentiel national en vigueur des relais petite enfance. Le montant du financement complémentaire est indifférent du nombre de missions renforcées sur lequel le RPE s'engage.

Des indicateurs de suivi<sup>1</sup> permettant d'évaluer la réalisation de cette mission renforcée sont associés.

Le versement du financement forfaitaire complémentaire est conditionné à la réalisation de l'atteinte de ces objectifs.

*Le montant des « missions renforcées » relève d'un barème national publié par la Cnaf et disponible sur le Caf.fr.*

---

<sup>1</sup> Tel que défini par la Cnaf dans le référentiel national des relais petite enfance en vigueur

## **Le bonus territoire CTG**

### **Offre existante :**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total du bonus territoire Ctg (Offre existante + offre nouvelle) de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer /Nombre d'ETP du poste d'animateur soutenus par la collectivité et bénéficiant de la subvention RPE sur le territoire de compétence donné.

### **Offre nouvelle :**

Le montant forfaitaire national pour tout nouveau ETP d'animateur développé au-delà de l'offre existante dans un RPE relève d'un barème national<sup>2</sup> publié par la Cnaf.

### **Le montant du bonus territoire CTG s'établit donc ainsi :**

Nombre d'ETP déclaré par le partenaire plafonné à l'existant	X	Montant forfaitaire / ETP de l'offre existante	+	Nombre de Nouveaux ETP	X	Barème nouvel ETP RPE
--	---	---	---	---------------------------	---	--------------------------

Le bonus territoire CTG est calculé sur la base d'ETP réel du poste d'animateur (dans la limite du nombre d'Etp validé par le Conseil d'administration ou l'instance délégataire de la Caf.

Le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (subvention RPE, missions supplémentaires, bonus territoire CTG RPE et fonds publics et territoires) ne dépasse pas 80% des charges du RPE. En cas de dépassement, l'écèlement se fera uniquement sur le montant du bonus territoire CTG.

---

<sup>2</sup> Tel que défini par la Cnaf

# Modalités de calcul de la subvention



**Caf et Cmsa :**  
**Subvention ALSH Extrascolaire**

**Caf**  
**Bonus territoire CTG**  
**Complément inclusif**

**Juillet 2025**

La branche Famille a structuré son action auprès des Accueils de loisirs sans hébergement autour des objectifs suivants :

- La conciliation entre vie familiale, professionnelle, et sociale et s’inscrit dans la continuité des actions conduites en matière de petite enfance ;
- L’épanouissement, la socialisation et la prise d’autonomie des enfants et adolescents ;
- La lutte contre les inégalités en matière de réussite

Le présent addendum vient consolider la convention d’objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire de la structure ALSH Extrascolaire et la Caf.

Le pourcentage de financement est accessible sur le site caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

### **Le financement de la subvention ALSH Extrascolaire**

La Caf verse une subvention basée sur le nombre d’heures ouvrant droit (heures d’accueil réalisées ou facturées) et selon les modalités de calcul détaillées dans la formule et le tableau ci-après :

Pour la Caf

Nombre d’heures ouvrant droit	x	Prix de revient (dans la limite d’un prix plafond fixé annuellement par la Caf)	x	30%	x	Taux de ressortissants du régime général <sup>1</sup>
-------------------------------	---	---	---	-----	---	---

Pour la Cmsa

Nombre d’heures ouvrant droit	x	Prix de revient (dans la limite d’un prix plafond fixé annuellement par la Caf)	x	30%	x	Taux de ressortissants du régime agricole <sup>2</sup>
-------------------------------	---	---	---	-----	---	--

---

<sup>1</sup> Tel que défini dans la convention d’objectifs et de financement

<sup>2</sup> Tel que défini dans la convention d’objectifs et de financement

Les actes ouvrants droit varient selon les modalités de facturation appliquées aux familles.

Nature d'activité	Mode de paiement des familles		Unité de calcul de la prestation de service
Accueil de loisirs et de scoutisme sans hébergement extrascolaire	Paiement sur facturation		
	Option 1	Uniquement par une facturation à l'heure /enfant	En fonction du nombre d'heures figurant sur les factures (2) aux familles
	Option 2	Uniquement par une facturation à la ½ journée ou journée/enfant	En fonction du nombre de ½ journées ou journées figurant sur les factures (2) aux familles, avec la règle suivante :  - si l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement est égale ou supérieure à 8 heures pour une journée, alors la journée équivaut à 8 heures et la ½ journée équivaut à 4 heures ; - si l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement est inférieure à 8 heures pour une journée, alors la journée équivaut à cette amplitude journalière et la ½ journée équivaut à la moitié de l'amplitude journalière d'ouverture effective de l'équipement.
	Option 3	Par les deux modes de facturation ci-dessus du fait d'un cumul sur une même journée d'une facturation à l'heure/enfant et d'une facturation à la ½ journée ou journée/enfant.	En fonction du nombre de journées facturées (2) aux familles dans la limite de l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement (avec 1 journée = 8 h maximum et une ½ journée = 4 heures maximum).
	Option 4	Par les deux modes de facturation ci-dessus du fait d'un cumul sur un même accueil d'une facturation à l'heure/enfant et d'une facturation à la ½ journée ou journée/enfant.	Par le cumul du nombre d'heures figurant sur les factures (2) aux familles et du nombre de journées facturées aux familles dans la limite de l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement (avec 1 journée = 8 h maximum et une ½ journée = 4 h maximum).
Accueil de loisirs et de scoutisme sans hébergement extrascolaire	Paiement selon un autre mode		
	Option 5	Uniquement pour l'acquittement d'un forfait (3)	En fonction du nombre d'heures réalisées au profit des familles.
	Option 6	Uniquement par une cotisation (4)	
	Option 7	Par au moins deux des modes de tarification ci-dessus à l'exclusion des options 3 ou 4 ci-dessus	
<p>(2) La facturation résulte de l'établissement d'une facture qui précise à la famille la nature de l'unité de compte (heure ou journée), le tarif unitaire de cette unité de compte et le nombre d'unités retenues pour établir la facturation à la famille.</p> <p>(3) Le forfait correspond à une offre déterminée par avance sur une période supérieure à une journée, et dont la périodicité est soit hebdomadaire, mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle, et pour lequel est demandé un paiement global et invariable quel que soit le nombre d'actes effectués.</p> <p>(4) La cotisation est une somme d'argent permettant de financer les frais de fonctionnement d'un équipement.</p>			

<b>Séjours organisés par un accueil de loisirs extrascolaire ou de scoutisme</b>	En fonction du nombre de journées réalisées au profit des familles avec 1 journée = 10 heures Sont éligibles les « séjours accessoires » à l'ALSH d'une durée de 1 à 4 nuits ainsi que les séjours de 6 jours 5 nuits remplissant les conditions définies dans l'objet de la convention.
--	---

Les modalités de facturation mise en œuvre par le gestionnaire détermineront la nature des actes ouvrants droit à la subvention. Il appartient au gestionnaire d'informer la Caf sur ses modalités de facturation appliquées aux familles.

## **Le financement du complément inclusif**

Il s'agit d'une aide financière complémentaire à la subvention ALSH extrascolaire versée pour toute heure d'accueil réalisée dans un ALSH par un enfant ou adolescent bénéficiaire de l'Aeeh.

Cette mesure entre en vigueur au 1er janvier 2024 et se calcule selon les modalités détaillées ci-dessous

Nombre d'heures de présence d'enfants <sup>3</sup> bénéficiaires de l'AEEH ouvrant droit	x	Montant horaire <sup>4</sup>
--	---	------------------------------

Le versement d'un acompte en cours d'année pour le complément inclusif sera limité à 30% maximum du montant prévisionnel. Aucun acompte ne sera versé lors de la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre de ce financement.

## **Le financement du bonus territoire CTG**

### **Offre existante :**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer / Nombre total d'heures d'accueil<sup>5</sup> (Périscolaire, Extrascolaire, Accueil adolescents soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer / Nombre total d'heures d'accueil<sup>6</sup> Extrascolaire soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

### **Offre nouvelle :**

<sup>3</sup> Sont comptabilisés les enfants du régime général et du régime agricole

<sup>4</sup> Défini par la Cnaf et publié sur le Caf.fr

<sup>5</sup> Il s'agit des heures réalisées après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>6</sup> Il s'agit des heures réalisées après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer



La branche Famille restaure la possibilité de développement d’actions enfance/jeunesse dans le cadre du bonus territoire CTG. Les heures nouvelles feront l’objet d’un financement allant au-delà des heures existantes contractualisées lors de la mise en place de la CTG en cours (dans la limite de 25% de plus que les heures existantes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024).

**Le montant du bonus territoire CTG s’établit donc ainsi :**

Nombre d’heures déclarées par le partenaire (pondéré par le taux Rg) plafonné à l’existant	X	Montant <sup>7</sup> forfaitaire par heure de l’offre existante	+	Nombre d’heures Nouvelles <sup>8</sup> plafonnées	X	Barème nouvelle heure ALSH Extrascolaire
--	---	---	---	---	---	--

Le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (subvention ALSH Extrascolaire, bonus territoire CTG, fonds publics et territoires...) ne dépasse pas 80% des charges de l’accueil extrascolaire. En cas de dépassement, l’écèlement se fera sur le montant du bonus territoire CTG.

Le versement d’un ou plusieurs acomptes en cours d’année est possible et limité à 70% maximum du montant prévisionnel.

---

<sup>7</sup> Tel que contractualisé

<sup>8</sup> Il s’agit de la différence entre le nombre d’heures déclarées par le partenaire (pondéré par le taux RG) au 31.12.N – le nombre d’heures existantes contractualisées

# Modalités de calcul de la subvention



**Subvention ALSH Extrascolaire  
Bonus territoire CTG  
Complément inclusif**

**Juillet 2025**

La branche Famille a structuré son action auprès des Accueils de loisirs sans hébergement

autour des objectifs suivants :

- La conciliation entre vie familiale, professionnelle, et sociale et s’inscrit dans la continuité des actions conduites en matière de petite enfance ;
- L’épanouissement, la socialisation et la prise d’autonomie des enfants et adolescents ;
- La lutte contre les inégalités en matière de réussite.

Le présent addendum vient consolider la convention d’objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire de la structure ALSH Extrascolaire et la Caf.

Le pourcentage de financement est accessible sur le site [caf.fr](http://caf.fr) dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

## **Le financement de la subvention ALSH Extrascolaire**

La Caf verse une subvention basée sur le nombre d’heures ouvrant droit (heures d’accueil réalisées ou facturées) et selon les modalités de calcul détaillées dans la formule et le tableau ci-après :

Nombre d’heures ouvrant droit	x	Prix de revient (dans la limite d’un prix plafond fixé annuellement par la Caf)	x	30%	x	Taux de ressortissants du régime général <sup>1</sup>
-------------------------------	---	---	---	-----	---	---

Les actes ouvrant droit varient selon les modalités de facturation appliquées aux familles.

Nature d’activité	Mode de paiement des familles		Unité de calcul de la prestation de service
<b>Accueil de loisirs et de scoutisme sans hébergement extrascolaire</b>	<b>Paiement sur facturation</b>		
	Option 1	Uniquement par une facturation à l’heure /enfant	En fonction du nombre d’heures figurant sur les factures (2) aux familles
	Option 2	Uniquement par une facturation à la ½ journée ou journée/enfant	En fonction du nombre de ½ journées ou journées figurant sur les factures (2) aux familles, avec la règle suivante :  - si l’amplitude d’ouverture effective de l’équipement est égale ou supérieure à 8 heures pour une journée, alors la journée équivaut à 8 heures et la ½ journée équivaut à 4 heures ; - si l’amplitude d’ouverture effective de l’équipement est inférieure à 8 heures pour une journée, alors la journée équivaut à cette amplitude journalière et la ½ journée équivaut à la moitié de l’amplitude journalière d’ouverture effective de l’équipement.
	Option 3	Par les deux modes de facturation ci-dessus du fait d’un cumul sur une même	En fonction du nombre de journées facturées (2) aux familles dans la limite de l’amplitude d’ouverture effective de l’équipement (avec 1 journée = 8 h

<sup>1</sup> Tel que défini dans la convention d’objectifs et de financement

Accueil de loisirs et de scoutisme sans hébergement extrascolaire		journée d'une facturation à l'heure/enfant et d'une facturation à la ½ journée ou journée/enfant.	maximum et une ½ journée = 4 heures maximum).
	Option 4	Par les deux modes de facturation ci-dessus du fait d'un cumul sur un même accueil d'une facturation à l'heure/enfant et d'une facturation à la ½ journée ou journée/enfant.	Par le cumul du nombre d'heures figurant sur les factures (2) aux familles et du nombre de journées facturées aux familles dans la limite de l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement (avec 1 journée = 8 h maximum et une ½ journée = 4 h maximum).
	Paiement selon un autre mode		
	Option 5	Uniquement pour l'acquittement d'un forfait (3)	En fonction du nombre d'heures réalisées au profit des familles.
	Option 6	Uniquement par une cotisation (4)	
	Option 7	Par au moins deux des modes de tarification ci-dessus à l'exclusion des options 3 ou 4 ci-dessus	
	(2) La facturation résulte de l'établissement d'une facture qui précise à la famille la nature de l'unité de compte (heure ou journée), le tarif unitaire de cette unité de compte et le nombre d'unités retenues pour établir la facturation à la famille. (3) Le forfait correspond à une offre déterminée par avance sur une période supérieure à une journée, et dont la périodicité est soit hebdomadaire, mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle, et pour lequel est demandé un paiement global et invariable quel que soit le nombre d'actes effectués. (4) La cotisation est une somme d'argent permettant de financer les frais de fonctionnement d'un équipement.		
Séjours organisés par un accueil de loisirs extrascolaire ou de scoutisme	En fonction du nombre de journées réalisées au profit des familles avec 1 journée = 10 heures Sont éligibles les « séjours accessoires » à l'ALSH d'une durée de 1 à 4 nuits ainsi que les séjours de 6 jours 5 nuits remplissant les conditions définies dans l'objet de la convention.		

Les modalités de facturation mise en œuvre par le gestionnaire déterminent la nature des actes ouvrant droit à la subvention. L'option de facturation est précisée dans le corps de la convention d'objectif et de financement.

### **Le financement du complément inclusif**

Il s'agit d'une aide financière complémentaire à la subvention ALSH extrascolaire versée pour toute heure d'accueil réalisée dans l'ALSH par un enfant ou adolescent bénéficiaire de l'AEEH.

Cette mesure entre en vigueur au 1er janvier 2024 et se calcule selon les modalités détaillées ci-dessous :

Nombre d'heures de présence d'enfants <sup>2</sup> bénéficiaires de l'AEEH ouvrant droit	x	Montant horaire <sup>3</sup>
--	---	------------------------------

Le versement d'un acompte en cours d'année pour le complément inclusif sera limité à 30% maximum du montant prévisionnel. Aucun acompte ne sera versé lors de la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre de ce financement.

## **Le financement du bonus territoire Ctg**

### **Offre existante :**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer / Nombre total d'heures d'accueil<sup>4</sup> (Périscolaire, Extrascolaire, Accueil adolescents) soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer / Nombre total d'heures d'accueil<sup>5</sup> Extrascolaires soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

### **Offre nouvelle :**

La branche Famille restaure la possibilité de développement d'actions enfance/jeunesse dans le cadre du bonus territoire CTG. Les heures nouvelles feront l'objet d'un financement allant au-delà des heures existantes contractualisées lors de la mise en place de la CTG en cours (dans la limite de 25% de plus que les heures existantes contractualisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024).

### **Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :**

Nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux Rg) plafonné à l'existant	X	Montant <sup>6</sup> forfaitaire par heure de l'offre existante	+	Nombre d'heures Nouvelles <sup>7</sup> plafonnées	X	Barème nouvelle heure ALSH Extrascolaire
--	---	---	---	---	---	--

Le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (subvention ALSH extrascolaire, bonus territoire Ctg, fonds publics et territoires...) ne dépasse pas 80% des charges de l'ALSH Extrascolaire. En cas de dépassement, l'écèlement se fera sur le montant du bonus territoire CTG.

Le versement d'un ou plusieurs acomptes en cours d'année est possible et limité à 70% maximum du montant prévisionnel.

<sup>2</sup> Sont comptabilisés les enfants du régime général et du régime agricole

<sup>3</sup> Défini par la Cnaf et publié sur le Caf.fr

<sup>4</sup> Il s'agit des heures réalisées après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>5</sup> Il s'agit des heures réalisées après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>6</sup> Tel que contractualisé

<sup>7</sup> Il s'agit de la différence entre le nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux RG) au 31.12.N – le nombre d'heures existantes contractualisées.

# Modalités de calcul de la subvention



## **Caf et Cmsa :**

**Subvention Accueil de loisirs (ALSH) Périscolaire**

## **Caf :**

**Bonus « territoire CTG »**

**Complément inclusif**

**Juillet 2025**

La branche Famille a structuré son action auprès des Accueils de loisirs sans hébergement autour des objectifs suivants :

- L'amélioration de la couverture territoriale des ALSH en soutenant le maintien et le développement de l'offre, en particulier sur les territoires où la démographie scolaire est dynamique ainsi que dans les Outre-mer ;
- L'accessibilité des ALSH pour l'ensemble des familles avec une attention particulière en direction des enfants en situation de handicap ainsi que des familles modestes ;
- L'accompagnement de la qualité des projets pédagogiques afin de maintenir l'attractivité de l'offre.

Le présent addendum vient consolider la convention de subvention en cours de validité signée entre le gestionnaire de la structure ALSH « Accueil Périscolaire » et la Caf.

Le pourcentage de financement est accessible sur le site [caf.fr](http://caf.fr) dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

### **Le financement de la subvention ALSH Périscolaire**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les heures d'accueil réalisées dans le cadre de « l'ASRE » doivent être déclarées avec la subvention ALSH Périscolaire et relèvent du barème national défini annuellement pour les heures ALSH périscolaire ; Ces heures font l'application du taux de ressortissant du régime général.

Ainsi, la Caf et la Cmsa versent une subvention basée sur le nombre d'heures réalisées détaillé dans la formule et le tableau ci-après :

Nombre d'heures réalisées	X	Prix de revient dans la limite d'un prix plafond fixé annuellement par la Caf	X	30%	X	Taux de ressortissants du régime général <sup>1</sup>
---------------------------	---	---	---	-----	---	---

---

<sup>1</sup> Tel que défini dans la convention d'objectifs et de financement

Nature d'activité	L'unité de calcul de la subvention est l'acte réalisé quel que soit le mode de paiement des familles	
<b>Accueil de loisirs sans hébergement périscolaire</b> (1) (incluant le temps de repas pour la pause méridienne le cas échéant)	Unité de calcul de la prestation de service	En fonction du nombre d'heures réalisées au profit des familles et calculées par plage d'accueil. La présence d'un enfant sur une plage d'accueil – quel que soit le temps de présence réel de cet enfant sur cette plage – permet de retenir pour cet enfant un nombre d'heures réalisées correspondant à l'amplitude d'ouverture de la plage dans la limite de 9 heures par jour
(1) La pause méridienne associée à un accueil périscolaire du matin et/ou du soir ayant fait l'objet d'une déclaration, et donc inscrite dans le cadre d'un projet global d'accueil de loisirs, peut bénéficier de la subvention « accueil de loisirs sans hébergement ».		

Quel que soit le mode de tarification aux familles retenu, le gestionnaire doit communiquer à la Caf la grille tarifaire à la signature de la convention.

Toute modification de cette grille doit être signalée par le gestionnaire par un envoi systématique à la Caf.

### **Pour la Cmsa**

Cette subvention est versée chaque année au gestionnaire en distinguant :

- Le montant du solde de l'année écoulée ( N-1) et
- Le montant de l'avance de l'année en cours (N) correspondant au maximum de 70% de la subvention Cmsa N-1



## **Le financement du complément inclusif versé par la Caf**

Il s'agit d'une aide financière complémentaire à la subvention ALSH Périscolaire versée pour toute heure d'accueil réalisée dans un ALSH concernant un enfant ou adolescent âgés de 3 à 17 ans révolus bénéficiaire de l'AEEH.

Cette mesure entre en vigueur au 1er janvier 2024.

Nombre d'heures de présence d'enfants <sup>2</sup> bénéficiaires de l'AEEH ouvrant droit	x	Montant horaire <sup>3</sup>
--	---	------------------------------

Le versement d'un acompte en cours d'année pour le complément inclusif sera limité à 30% maximum du montant prévisionnel. Aucun acompte ne sera versé lors de la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre de ce financement.

## **Le financement du bonus territoire CTG versé par la Caf**

### **Offre existante :**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer /total d'heures d'accueil<sup>4</sup> (Périscolaire, Extrascolaire, Accueil adolescents) soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH Périscolaire au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG ALSH périscolaire de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer /total d'heures d'accueil<sup>5</sup> Périscolaire soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH Périscolaire au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

### **Offre nouvelle :**

La branche Famille restaure la possibilité de développement d'actions enfance/jeunesse dans le cadre du bonus territoire CTG. Les heures nouvelles feront l'objet d'un financement allant au-delà des heures existantes contractualisées lors de la mise en place de la CTG en cours (dans la limite de 25% de plus que les heures existantes contractualisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024).

### **Le montant du bonus territoire CTG s'établit donc ainsi :**

---

<sup>2</sup> Sont comptabilisés les enfants du régime général et du régime agricole

<sup>3</sup> Défini par la Cnaf et publié sur le Caf.fr

<sup>4</sup> Il s'agit des heures de présence après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>5</sup> Il s'agit des heures de présence après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

Nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux Rg) plafonné à l'existant	X	Montant <sup>6</sup> forfaitaire par heure de l'offre existante	+	Nombre d'heures Nouvelles <sup>7</sup> plafonnées	X	Barème nouvelle heure ALSH Périscolaire
---	---	---	---	--	---	---

Le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Subvention ALSH, bonus territoire CTG, fonds publics et territoires...) ne dépasse pas 80% des charges de l'accueil de loisirs. En cas de dépassement, l'écèlement se fera sur le montant du bonus territoire CTG.

---

<sup>6</sup> Tel que contractualisé

<sup>7</sup> Il s'agit de la différence entre le nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux RG) au 31.12.N – le nombre d'heures existantes contractualisées.



# Modalités de calcul de la subvention

**Subvention Accueil de loisirs (ALSH) Périscolaire  
Bonus territoire CTG  
Complément inclusif**

*Juillet 2025*

La branche Famille a structuré son action auprès des Accueils de loisirs sans hébergement autour des objectifs suivants :

- L'amélioration de la couverture territoriale des ALSH en soutenant le maintien et le développement de l'offre, en particulier sur les territoires où la démographie scolaire est dynamique ainsi que dans les Outre-mer ;
- L'accessibilité des ALSH pour l'ensemble des familles avec une attention particulière en direction des enfants en situation de handicap ainsi que des familles modestes ;
- L'accompagnement de la qualité des projets pédagogiques afin de maintenir l'attractivité de l'offre.

Le présent addendum vient consolider la convention de subvention en cours de validité signée entre le gestionnaire de la structure ALSH « Accueil Périscolaire » et la Caf.

Le pourcentage de financement est accessible sur le site [caf.fr](http://caf.fr) dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

### **Le financement de la subvention ALSH Périscolaire**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les heures d'accueil réalisées dans le cadre de « l'ASRE » doivent être déclarées avec la subvention ALSH Périscolaire et relèvent du barème national défini annuellement pour les heures ALSH périscolaire ; Ces heures font l'application du taux de ressortissant du régime général.

Ainsi, la Caf verse une subvention basée sur le nombre d'heures réalisées détaillé dans la formule et le tableau ci-après :

Nombre d'heures réalisées	X	Prix de revient dans la limite d'un prix plafond fixé annuellement par la Caf	X	30%	X	Taux de ressortissants du régime général <sup>1</sup>
---------------------------	---	---	---	-----	---	---

---

<sup>1</sup> Tel que défini dans la convention d'objectifs et de financement

Nature d'activité	L'unité de calcul de la subvention est l'acte réalisé quel que soit le mode de paiement des familles	
<b>Accueil de loisirs sans hébergement périscolaire</b> (1) (incluant le temps de repas pour la pause méridienne le cas échéant)	Unité de calcul de la subvention ALSH périscolaire	En fonction du nombre d'heures réalisées au profit des familles et calculées par plage d'accueil. La présence d'un enfant sur une plage d'accueil – quel que soit le temps de présence réel de cet enfant sur cette plage – permet de retenir pour cet enfant un nombre d'heures réalisées correspondant à l'amplitude d'ouverture de la plage dans la limite de 9 heures par jour
(1) La pause méridienne associée à un accueil périscolaire du matin et/ou du soir ayant fait l'objet d'une déclaration, et donc inscrite dans le cadre d'un projet global d'accueil de loisirs, peut bénéficier de la subvention « accueil de loisirs sans hébergement ».		

Quel que soit le mode de tarification aux familles retenu, le gestionnaire doit communiquer à la Caf la grille tarifaire à la signature de la convention.

Toute modification de cette grille doit être signalée par le gestionnaire par un envoi systématique à la Caf.

### **Le financement du complément inclusif**

Il s'agit d'une aide financière complémentaire à la subvention ALSH Périscolaire versée pour toute heure d'accueil réalisée dans un ALSH concernant un enfant ou adolescent âgés de 3 à 17 ans révolus bénéficiaire de l'AEEH.

Cette mesure entre en vigueur au 1er janvier 2024.

Nombre d'heures de présence d'enfants <sup>2</sup> bénéficiaires de l'AEEH ouvrant droit	<b>x</b>	Montant horaire <sup>3</sup>
--	----------	------------------------------

Le versement d'un acompte en cours d'année pour le complément inclusif sera limité à 30% maximum du montant prévisionnel. Aucun acompte ne sera versé lors de la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre de ce financement.

### **Le financement du bonus territoire CTG**

A compter du 1er janvier 2025, les montants versés au titre du Plan Mercredi intègrent le montant du bonus territoire CTG ALSH versé au titre des heures ALSH périscolaires existantes.

<sup>2</sup> Sont comptabilisés les enfants du régime général et du régime agricole

<sup>3</sup> Défini par la Cnaf et publié sur le Caf.fr

### **Offre existante :**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer /total d'heures d'accueil<sup>4</sup> (Périscolaire, Extrascolaire, Accueil adolescents) soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH Périscolaire au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG ALSH périscolaire de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer /total d'heures d'accueil<sup>5</sup> Périscolaire soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH Périscolaire au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

### **Offre nouvelle**

A compter du 1er janvier 2024, la branche Famille restaure la possibilité de développement d'actions enfance/jeunesse dans le cadre du bonus territoire CTG. Les heures nouvelles feront l'objet d'un financement allant au-delà des heures existantes contractualisées lors de la mise en place de la CTG en cours (dans la limite de 25% de plus que les heures existantes contractualisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024).

### **Le montant du bonus territoire CTG s'établit donc ainsi :**

Nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux Rg) plafonné à l'existant	X	Montant <sup>6</sup> forfaitaire par heure de l'offre existante	+	Nombre d'heures Nouvelles <sup>7</sup> plafonnées	X	Barème nouvelle heure ALSH périscolaire
--	---	---	---	---	---	---

Le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Subvention ALSH, bonus territoire CTG, fonds publics et territoires...) ne dépasse pas 80% des charges de l'accueil de loisirs. En cas de dépassement, l'écèlement se fera sur le montant du bonus territoire CTG.

---

<sup>4</sup> Il s'agit des heures de présence après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>5</sup> Il s'agit des heures de présence après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>6</sup> Tel que contractualisé

<sup>7</sup> Il s'agit de la différence entre le nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux RG) au 31.12.N – le nombre d'heures existantes contractualisées.



# Modalités de calcul de la subvention



**Subvention Accueil Adolescents  
Bonus territoire CTG  
Complément inclusif**

**Juillet 2025**

La branche Famille a structuré son action auprès des Accueils de loisirs sans hébergement autour des objectifs suivants :



- La conciliation entre vie familiale, professionnelle, et sociale et s’inscrit dans la continuité des actions conduites en matière de petite enfance ;
- L’épanouissement, la socialisation et la prise d’autonomie des enfants et adolescents ;
- La lutte contre les inégalités en matière de réussite éducative.

Le présent addendum vient consolider la convention d’objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire de la structure ALSH « Accueil Adolescents » et la Caf.

Le pourcentage de financement est accessible sur le site [caf.fr](http://caf.fr) dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

### **Le financement de la subvention « Accueil Adolescents »**

La Caf verse une subvention basée sur le nombre d’heures réalisées nommées heures de présence effective (éventuellement arrondi à l’heure supérieure) selon les modalités de calcul détaillées dans la formule et le tableau ci-après :

Nombre d’heures de présence	x	Prix de revient (dans la limite d’un prix plafond fixé annuellement par la Caf)	x	30%	x	Taux de ressortissants du régime général <sup>1</sup>
-----------------------------	---	---	---	-----	---	---

### **Le financement du complément inclusif**

Il s’agit d’une aide financière complémentaire à la subvention « Accueil Adolescents » versée pour toute heure d’accueil réalisée dans un « Accueil Adolescent » par un enfant ou adolescent bénéficiaire de l’AEEH.

Nombre d’heures de présence d’enfants <sup>2</sup> bénéficiaires de l’AEEH ouvrant droit	x	Montant horaire <sup>3</sup>
--	---	------------------------------

Le versement d’un acompte en cours d’année pour le complément inclusif sera limité à 30% maximum du montant prévisionnel. Aucun acompte ne sera versé lors de la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre de ce financement.

<sup>1</sup> Tel que défini dans la convention d’objectifs et de financement

<sup>2</sup> Sont comptabilisés les enfants du régime général et du régime agricole

<sup>3</sup> Défini par la Cnaf et publié sur le [Caf.fr](http://caf.fr)

## **Le financement du bonus territoire CTG**

### **Offre existante :**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer / Nombre total d'heures d'accueil<sup>4</sup> (Périscolaire, Extrascolaire, Accueil adolescents) par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer / Nombre total d'heures d'accueil<sup>5</sup> Accueil adolescents soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

### **Offre nouvelle :**

La branche Famille restaure la possibilité de développement d'actions enfance/jeunesse dans le cadre du bonus territoire CTG. Les heures nouvelles feront l'objet d'un financement allant au-delà des heures existantes contractualisées lors de la mise en place de la CTG en cours (dans la limite de 25% de plus que les heures existantes contractualisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024).

### **Le montant du bonus territoire CTG s'établit donc ainsi :**

Nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux Rg) plafonné à l'existant	X	Montant <sup>6</sup> forfaitaire par heure de l'offre existante	+	Nombre d'heures Nouvelles <sup>7</sup> plafonnées	X	Barème nouvelle heure ALSH « Accueil Adolescents »
--	---	---	---	---	---	--

Le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Subvention Accueil Adolescent, bonus territoire CTG, fonds publics et territoires...) ne dépasse pas 80% des charges de l'accueil Adolescent. En cas de dépassement, l'écèlement se fera sur le montant du bonus territoire CTG.

Le versement d'un ou plusieurs acomptes en cours d'année est possible et limité à 70% maximum du montant prévisionnel.

---

<sup>4</sup> Il s'agit des heures réalisées après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>5</sup> Il s'agit des heures réalisées après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>6</sup> Tel que contractualisé

<sup>7</sup> Il s'agit de la différence entre le nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux RG) au 31.12.N – le nombre d'heures existantes contractualisées.

# Modalités de calcul de la subvention



Caf et Cmsa :  
Subvention « Accueil Adolescents »

Caf  
Bonus territoire CTG  
Complément inclusif

Juillet 2025

La branche Famille a structuré son action auprès des Accueils de loisirs sans hébergement autour des objectifs suivants :

- La conciliation entre vie familiale, professionnelle, et sociale et s’inscrit dans la continuité des actions conduites en matière de petite enfance ;
- L’épanouissement, la socialisation et la prise d’autonomie des enfants et adolescents ;
- La lutte contre les inégalités en matière de réussite.

Le présent addendum vient consolider la convention d’objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire de la structure ALSH « Accueil Adolescents » et la Caf.

Le pourcentage de financement est accessible sur le site [caf.fr](http://caf.fr) dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

### **Le financement de la subvention « Accueil Adolescents »**

La Caf et la Cmsa versent une subvention basée sur le nombre d’heures réalisées nommées heures de présence effective (éventuellement arrondi à l’heure supérieure) selon les modalités de calcul détaillées dans la formule et le tableau ci-après :

Pour la Caf

Nombre d’heures de présence	x	Prix de revient (dans la limite d’un prix plafond fixé annuellement par la Caf)	x	30%	x	Taux de ressortissants du régime général <sup>1</sup>
-----------------------------	---	---	---	-----	---	---

Pour la Cmsa

Nombre d’heures de présence	x	Prix de revient (dans la limite d’un prix plafond fixé annuellement par la Caf)	x	30%	x	Taux de ressortissants du régime agricole <sup>2</sup>
-----------------------------	---	---	---	-----	---	--

### **Le financement du complément inclusif**

Il s’agit d’une aide financière complémentaire à la subvention « Accueil Adolescents » versée pour toute heure d’accueil réalisée dans un « Accueil Adolescent » par un enfant ou adolescent bénéficiaire de l’AEEH.

Cette mesure entre en vigueur au 1er janvier 2024 et se calcule selon les modalités détaillées ci-dessous

---

<sup>1</sup> Tel que défini dans la convention d’objectifs et de financement

<sup>2</sup> Tel que défini dans la convention d’objectifs et de financement

Nombre d'heures de présence d'enfants <sup>3</sup> bénéficiaires de l'AEEH ouvrant droit	x	Montant horaire <sup>4</sup>
--	---	------------------------------

Le versement d'un acompte en cours d'année pour le complément inclusif sera limité à 30% maximum du montant prévisionnel. Aucun acompte ne sera versé lors de la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre de ce financement.

## **Le financement du bonus territoire CTG**

### **Offre existante :**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer / Nombre total d'heures d'accueil<sup>5</sup> (Périscolaire, Extrascolaire, Accueil adolescents ) soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer / Nombre total d'heures d'accueil<sup>6</sup> Accueil adolescents soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention ALSH au titre du régime général sur le territoire de compétence donné.

### **Offre nouvelle :**

A compter du 1er janvier 2024, la branche Famille restaure la possibilité de développement d'actions enfance/jeunesse dans le cadre du bonus territoire CTG. Les heures nouvelles feront l'objet d'un financement allant au-delà des heures existantes contractualisées lors de la mise en place de la CTG en cours (dans la limite de 25% de plus que les heures existantes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024).

### **Le montant du bonus territoire CTG s'établit donc ainsi :**

Nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux Rg) plafonné à l'existant	X	Montant <sup>7</sup> forfaitaire par heure de l'offre existante	+	Nombre d'heures Nouvelles <sup>8</sup> plafonnées	X	Barème nouvelle heure ALSH « Accueil Adolescents »
--	---	---	---	---	---	--

Le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (subvention accueil adolescent, bonus territoire CTG, fonds publics et territoires...) ne dépasse pas 80% des charges de l'accueil Adolescent. En cas de dépassement, l'écêtement se fera sur le montant du bonus territoire CTG.

<sup>3</sup> Sont comptabilisés les enfants du régime général et du régime agricole

<sup>4</sup> Défini par la Cnaf et publié sur le Caf.fr

<sup>5</sup> Il s'agit des heures réalisées après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>6</sup> Il s'agit des heures réalisées après application du taux de régime général comptabilisées lors de la Charge à Payer

<sup>7</sup> Tel que contractualisé

<sup>8</sup> Il s'agit de la différence entre le nombre d'heures déclarées par le partenaire (après application du taux RG) au 31.12.N – le nombre d'heures existantes contractualisées.

Le versement d'un ou plusieurs acomptes en cours d'année est possible et limité à 70% maximum du montant prévisionnel.

# Modalités de calcul de la subvention Psu et bonus associés

## Caf et Cmsa :

- Prestation de service unique (Psu)

## Caf :

- Bonus « mixité sociale »
- Bonus « inclusion handicap »
- Bonus « territoire Ctg » et sa revalorisation
- Bonus « attractivité »
- Financement des journées pédagogiques



*Octobre 2025*

La subvention Psu (prestation de service unique) est une aide au fonctionnement versée aux Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (Eaje). La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant par l'octroi de ladite subvention et fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante, poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre et participer à son développement.

Le présent addendum vient en complément de la convention de subvention Psu en cours de validité signée entre le gestionnaire, la Caf et la Cmsa. Ces compléments portent sur les modalités de calcul de la Psu, le financement des journées pédagogiques, le bonus "mixité sociale", le bonus "inclusion handicap" et le bonus territoire Ctg Eaje.

Les prix de revient plafond et les montants de Psu sont accessibles sur le site Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

## **Le financement de la subvention Psu versé par la Caf et la Cmsa**

Le montant annuel de la subvention Psu versé à un équipement est obtenu par la formule suivante :

[(Nombre d'heures ouvrant droit dans la limite de la capacité théorique maximale	X	66% du minimum entre le barème Ps et prix de revient par heure réalisée	-	Total des participations familiales déductibles]	X	Taux de ressortissants du régime général
+						
8h de préparation à l'accueil de l'enfant	X	Nombre d'enfants inscrits ayant fréquenté au moins une fois la structure et mentionné dans le registre de présence de l'équipement à ce titre	X	66% du minimum entre le barème Ps et prix de revient par heure réalisée	X	Taux de ressortissants du régime général

Le prix de revient horaire est plafonné annuellement :

- Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel



- Si le prix de revient réel horaire > prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service

## **Le financement des journées pédagogiques versé par la Caf**

La branche Famille finance jusqu'à 3 journées pédagogiques par an et par établissement. La Caf compense l'intégralité de la Psu et des participations familiales non perçues à l'occasion de ces journées pédagogiques, dans la limite maximale de trois journées par an et par Eaje et plafonné à 10 heures par jour pour chaque journée pédagogique.

Nbre de journées pédagogiques (plafonné à 3 jours)	X	10 heures	X	Nbre places autorisation de fonctionnement en cours de validité	X	66% du minimum entre le barème Ps et prix de revient par heure réalisée	X	Taux de ressortissants du régime Général
--	---	-----------	---	---	---	---	---	--

## **Le financement des bonus versés par la Caf**

### **• Le bonus inclusion handicap**

Pour l'année N, le montant total du bonus « inclusion handicap » pour un Eaje dépend :

- Du pourcentage d'enfants en situation de handicap inscrits dans la structure au cours de l'année N ;
- Du coût par place de la structure (plafonné) de l'année N ;
- Du taux de financement « inclusion handicap », composé de trois tranches ;
- Du nombre de places agréées (maximum de l'année).

D'un montant maximum par place et par an, il est versé pour toutes les places de la structure, dès l'accueil d'un premier enfant en situation de handicap.

Ainsi, le montant total du bonus pour un Eaje est calculé selon la formule :

<b>Places agréées (maximum de l'année)</b>	<b>X</b>	<b>% d'enfants porteurs de handicap</b>	<b>X</b>	<b>Taux de financement</b>	<b>X</b>	<b>Coût par place dans la limite du plafond de coût par place</b>
--	----------	---	----------	----------------------------	----------	---

Le montant du bonus est lui-même encadré par un plafond diffusé chaque année dans le barème des prestations de service et diffusé sur le site Caf.fr

Chaque composante de cette formule de calcul est définie ci-après :

Détermination du taux de financement à retenir dans le calcul : le taux de cofinancement à retenir varie en fonction du pourcentage d'enfants en situation de handicap accueillis dans la structure.

	% enfants en situation de handicap < 5%	% enfants en situation de handicap >=5% et <7,5%	% enfants en situation de handicap >=7,5%
Taux de financement à retenir	15 %	30%	45 %

$$\frac{\text{Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh} + \text{nombre d'enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure au cours de l'année N} \times 100}{\text{Nombre total d'enfants inscrits au cours de l'année N}}$$

Tout enfant bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection qui aura **fréquenté au moins une fois l'Eaje dans l'année, quel que soit son temps de présence, devra** figurer sur le registre d'inscription de l'équipement et être comptabilisé dans le nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure.

Détermination du coût par place à retenir dans le calcul : le coût par place se détermine selon la formule détaillée ci-dessous et est plafonné selon le barème national

$$\frac{\text{Total des dépenses de la structure de l'année N}}{\text{Nombre de places figurant dans l'agrément Pmi (maximum de l'année)}}$$

Nombre de places à retenir dans le calcul : le nombre de places retenu est celui défini dans l'autorisation par le président du Conseil départemental. Il s'agit du nombre de places de l'équipement pour la subvention en N. Dans le cas où le nombre de places a augmenté ou diminué en cours d'année, on retient le nombre maximum de places de l'année.

## • **Le bonus mixité sociale**

Le bonus « mixité sociale » est calculé en fonction des participations familiales moyennes facturées par la structure.

Les principes sont les suivants :

- Le bonus dépend du montant horaire moyen des participations familiales perçues par la structure ;
- Le bonus est compris entre 300€ et 2100€ pour les structures ayant des participations familiales moyennes inférieures à un montant fixé dans le barème des prestations de service est publié chaque année sur le site Caf.fr. L'objectif est de compenser le manque de recettes observées par les structures qui concentrent une part importante d'enfants issus de familles particulièrement précaires ;

- Le bonus s'applique à l'ensemble des places de la structure : l'objectif est de faciliter l'adaptation du projet d'accueil pour mieux répondre aux besoins spécifiques de ces publics.

Places agréées (maximum de l'année)	X	Forfait selon le montant des participations familiales moyennes horaires
-------------------------------------	---	--

Détermination du montant horaire moyen des participations familiales : le montant horaire moyen des participations familiales retenu pour le calcul du bonus au titre de l'année N est défini comme suit :

$$\frac{\text{Montant total des participations familiales au titre de l'année N (compte 70641)}}{\text{Nombre d'heures total facturées au titre de l'année N}}$$

## **Le financement du bonus territoire/Ctg**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire Ctg de l'année N-1 / Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la Psu sur le territoire de compétence donné.

Le plafond de financement du bonus territoire Ctg : il est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg ...) ne dépasse pas **90%** des charges de l'Eaje.

### **Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :**

Nombre de places soutenues par la collectivité plafonné à l'existant	X	Montant forfaitaire / place de l'offre existante	+	Nombre de places nouvelles soutenues par la collectivité	X	Barème nouvelle place Eaje
--	---	--	---	--	---	----------------------------

Revalorisation du bonus territoire Ctg : la revalorisation annuelle des montants versés au titre du forfait « places existantes » du bonus « territoire Ctg » entre 2025 et 2027 est opérée selon le rythme mentionné dans le tableau ci-dessous.

	2025 par rapport à 2024	2026 par rapport à 2025	2027 par rapport à 2026
Indice de revalorisation des montant bonus « territoire Ctg » pour l'offre existante	+ 10,00%	+ 8,10%	+ 8,10%

Le niveau de financement minimal par place au titre du bonus « territoire Ctg » fait par ailleurs l'objet d'une revalorisation annuelle, sous l'effet du relèvement supérieur des niveaux « planchers » selon les groupes de territoires visés, tel que détaillée dans le barème.

## **Le financement du bonus « attractivité »**

Le montant du bonus « attractivité » est calculé en fonction du nombre de places prévues dans l'autorisation de fonctionnement ou l'avis émis par le Conseil départemental.

Le montant unitaire a été construit sous l'hypothèse de trois places d'accueil autorisées pour un Etp de professionnels de la petite enfance<sup>1</sup> intervenant au sein de l'Eaje. Il est le même pour tous les Eaje et indépendant de la constitution effective de l'équipe et du nombre d'ETP effectivement mobilisés.

En ciblant une augmentation moyenne de 150€ nets mensuels, le montant du bonus équivaut à 66% du coût prévisionnel pour l'employeur lié à la revalorisation salariale.

Pour le secteur public, le montant du bonus est calculé en référence à une augmentation minimale de 100€ nets par professionnel de la petite enfance<sup>2</sup>.

Le montant unitaire du bonus par place et par an est fixé dans le barème publié sur le caf.fr respectivement pour le secteur public et le secteur privé

Le montant total du bonus « attractivité » au titre de l'année N se calcule comme suit :

- Pour un Eaje de droit privé : montant par place x nombre places x (nombre de mois d'éligibilité dans l'année / 12).
- Pour un Eaje de droit public : montant par place x nombre de places x (nombre de mois d'éligibilité dans l'année / 12).

---

<sup>1</sup> Personnels auprès d'enfants et en fonction de direction

<sup>2</sup> Les agents de la fonction publique territoriale ont bénéficié de mesures d'augmentation antérieures, estimées à 50€ nets en moyenne : augmentation de 1,5% du point d'indice à compter du 1er juillet 2023, attribution de 5 points d'indice supplémentaires à compter du 1er janvier 2024, mesures ciblant les agents de catégories C et pouvant aller jusqu'à +9 points. Il est demandé aux collectivités un effort nouveau de revalorisation de 100€ nets afin d'atteindre 150€ nets mensuels d'augmentation.

# Modalités de calcul de la subvention Psu et bonus associés



- **Prestation de service unique (Psu)**
- **Financement des journées pédagogiques**
- **Bonus « mixité sociale »**
- **Bonus « inclusion handicap »**
- **Bonus « territoire Ctg »**
- **Financement des « heures de préparation à l'accueil de l'enfant »**
- **Bonus « attractivité »**
- **Revalorisation du bonus « territoire Ctg »**

*Septembre 2025*

La subvention Psu (prestation de service unique) est une aide au fonctionnement versée aux Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (Eaje). La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant par l'octroi de ladite subvention et fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante, poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre et participer à son développement.

Le présent addendum vient en complément de la convention de subvention Psu en cours de validité signée entre le gestionnaire et la Caf. Ces compléments portent sur les modalités de calcul de la Psu, le financement des journées pédagogiques, le bonus « mixité sociale, le bonus « inclusion handicap » le bonus territoire Ctg Eaje ainsi que sa revalorisation, la linéarisation de la Psu, le financement des heures de préparation à l'accueil de l'enfant et le bonus « attractivité ».

Les prix de revient plafond et les montants de Psu sont accessibles sur le site Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

## **Le financement de la subvention Psu**

Le montant annuel de la subvention Psu versé à un équipement est obtenu par la formule suivante :

[(Nombre d'heures ouvrant droit dans la limite de la capacité théorique maximale	<b>X</b>	66% du minimum entre le barème Ps et prix de revient par heure réalisée	-	Total des participations familiales déductibles]	<b>X</b>	Taux de ressortissants du régime général
+						
8h de préparation à l'accueil de l'enfant	<b>X</b>	Nombre d'enfants inscrits ayant fréquenté au moins une fois la structure et mentionné dans le registre de présence de l'équipement à ce titre	<b>X</b>	66% du minimum entre le barème Ps et prix de revient par heure réalisée	<b>X</b>	Taux de ressortissants du régime général

Le prix de revient horaire est plafonné annuellement :

- Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel
- Si le prix de revient réel horaire > prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service.

## **Le financement des journées pédagogiques**

La branche Famille finance jusqu'à 3 journées pédagogiques par an et par établissement. La Caf compense l'intégralité de la Psu et des participations familiales non perçues à l'occasion de ces journées pédagogiques, dans la limite maximale de trois journées par an et par Eaje et plafonné à 10 heures par jour pour chaque journée pédagogique.

Nbre de journées pédagogiques (plafonné à 3 jours)	X	10 heures	X	Nbre places autorisation de fonctionnement en cours de validité	X	66% du minimum entre le barème Ps et prix de revient par heure réalisée	X	Taux de ressortissants du régime Général
--	---	-----------	---	---	---	---	---	--

## **Le financement du bonus inclusion handicap**

Pour l'année N, le montant total du bonus « inclusion handicap » pour un Eaje dépend :

- Du pourcentage d'enfants en situation de handicap inscrits dans la structure au cours de l'année N ;
- Du coût par place de la structure (plafonné) de l'année N ;
- Du taux de financement « inclusion handicap », composé de trois tranches ;
- Du nombre de places agréées (maximum de l'année).

D'un montant maximum par place et par an, il est versé pour toutes les places de la structure, dès l'accueil d'un premier enfant en situation de handicap.

Ainsi, le montant total du bonus pour un Eaje est calculé selon la formule :

<b>Places agréées (maximum de l'année)</b>	<b>X</b>	<b>% d'enfants porteurs de handicap</b>	<b>X</b>	<b>Taux de financement</b>	<b>X</b>	<b>Coût par place dans la limite du plafond de coût par place</b>
--	----------	---	----------	----------------------------	----------	---

Le montant du bonus est lui-même encadré par un plafond diffusé chaque année dans le barème des prestations de service et diffusé sur le site Caf.fr

Chaque composante de cette formule de calcul est définie ci-après :

Détermination du taux de financement à retenir dans le calcul : le taux de cofinancement à retenir varie en fonction du pourcentage d'enfants en situation de handicap accueillis dans la structure.

	% enfants en situation de handicap < 5%	% enfants en situation de handicap >=5% et <7,5%	% enfants en situation de handicap >=7,5%
Taux de financement à retenir	15 %	30%	45 %

$$\frac{\text{Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh} + \text{nombre d'enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure au cours de l'année N} \times 100}{\text{Nombre total d'enfants inscrits au cours de l'année N}}$$

Tout enfant bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection qui aura **fréquenté au moins une fois l'Eaje dans l'année, quel que soit son temps de présence, devra** figurer sur le registre d'inscription de l'équipement et être comptabilisé dans le nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure.

Détermination du coût par place à retenir dans le calcul : le coût par place se détermine selon la formule détaillée ci-dessous et est plafonné selon le barème national.

$$\frac{\text{Total des dépenses de la structure de l'année N}}{\text{Nombre de places figurant dans l'agrément Pmi (maximum de l'année)}}$$

Nombre de places à retenir dans le calcul : le nombre de places retenu est celui défini dans l'autorisation délivrée par le président du Conseil départemental. Il s'agit du nombre de places de l'équipement pour la subvention en N. Dans le cas où le nombre de places a augmenté ou diminué en cours d'année, on retient le nombre maximum de places de l'année.

## **Le financement du bonus mixité sociale**

Le bonus « mixité sociale » est calculé en fonction des participations familiales moyennes facturées par la structure.

Les principes sont les suivants :

- Le bonus dépend du montant horaire moyen des participations familiales perçues par la structure ;
- Le bonus est compris entre 300€ et 2100€ pour les structures ayant des participations familiales moyennes inférieures à un montant fixé dans le barème des prestations de service est publié chaque année sur le site Caf.fr. L'objectif est de compenser le manque de recettes observées par les structures qui concentrent une part importante d'enfants issus de familles particulièrement précaires ;
- Le bonus s'applique à l'ensemble des places de la structure : l'objectif est de faciliter l'adaptation du projet d'accueil pour mieux répondre aux besoins spécifiques de ces publics.

Places agréées (maximum de l'année)	X	Forfait selon le montant des participations familiales moyennes horaires
-------------------------------------	---	--



Détermination du montant horaire moyen des participations familiales : le montant horaire moyen des participations familiales retenu pour le calcul du bonus au titre de l'année N est défini comme suit :

$$\frac{\text{Montant total des participations familiales au titre de l'année N (compte 70641)}}{\text{Nombre d'heures total facturées au titre de l'année N}}$$

## **Le financement du bonus territoire Ctg**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire Ctg de l'année N-1 / Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la Psu sur le territoire de compétence donné.

Le plafond de financement du bonus territoire Ctg : il est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg ...) ne dépasse pas **90%** des charges de l'Eaje.

**Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :**

Nombre de places soutenues par la collectivité plafonné à l'existant	X	Montant forfaitaire / place de l'offre existante	+	Nombre de places nouvelles soutenues par la collectivité	X	Barème nouvelle place Eaje
--	---	--	---	--	---	----------------------------

Revalorisation du bonus territoire Ctg : la revalorisation annuelle des montants versés au titre du forfait « places existantes » du bonus « territoire Ctg » entre 2025 et 2027 est opérée selon le rythme mentionné dans le tableau ci-dessous.

	<b>2025 par rapport à 2024</b>	<b>2026 par rapport à 2025</b>	<b>2027 par rapport à 2026</b>
Indice de revalorisation des montant bonus « territoire Ctg » pour l'offre existante	+ 10,00%	+ 8,10%	+ 8,10%

Le niveau de financement minimal par place au titre du bonus « territoire Ctg » fait par ailleurs l'objet d'une revalorisation annuelle, sous l'effet du relèvement supérieur des niveaux « planchers » selon les groupes de territoires visés, tel que détaillée dans le barème.

## **Le financement du bonus « attractivité »**

Le montant du bonus « attractivité » est calculé en fonction du nombre de places prévues dans l'autorisation de fonctionnement ou l'avis émis par le Conseil départemental.

Le montant unitaire a été construit sous l'hypothèse de trois places d'accueil autorisées pour un Etp de professionnels de la petite enfance<sup>1</sup> intervenant au sein de l'Eaje. Il est le même pour tous les Eaje et indépendant de la constitution effective de l'équipe et du nombre d'ETP effectivement mobilisés.

En ciblant une augmentation moyenne de 150€ nets mensuels, le montant du bonus équivaut à 66% du coût prévisionnel pour l'employeur lié à la revalorisation salariale.

Pour le secteur public, le montant du bonus est calculé en référence à une augmentation minimale de 100€ nets par professionnel de la petite enfance<sup>2</sup>.

Le montant unitaire du bonus par place et par an est fixé dans le barème publié sur le [caf.fr](http://caf.fr) respectivement pour le secteur public et le secteur privé

Le montant total du bonus « attractivité » au titre de l'année N se calcule comme suit :

- Pour un Eaje de droit privé : montant par place x nombre places x (nombre de mois d'éligibilité dans l'année / 12).
- Pour un Eaje de droit public : montant par place x nombre de places x (nombre de mois d'éligibilité dans l'année / 12).

---

<sup>1</sup> Personnels auprès d'enfants et en fonction de direction

<sup>2</sup> Les agents de la fonction publique territoriale ont bénéficié de mesures d'augmentation antérieures, estimées à 50€ nets en moyenne : augmentation de 1,5% du point d'indice à compter du 1er juillet 2023, attribution de 5 points d'indice supplémentaires à compter du 1er janvier 2024, mesures ciblant les agents de catégories C et pouvant aller jusqu'à +9 points. Il est demandé aux collectivités un effort nouveau de revalorisation de 100€ nets afin d'atteindre 150€ nets mensuels d'augmentation.

# Modalités de calcul de la subvention LAEP



**Subvention Lieux d'accueil enfants-parents (LAEP)  
« Bonus territoire CTG »**

**Février 2025**

Le présent addendum vient compléter la convention d'objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire et la Caf.

Le pourcentage de financement de la subvention LAEP, et le montant du bonus territoire CTG (offre nouvelle) le cas échéant sont accessibles sur le site Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

## **Le financement de la subvention LAEP**

L'unité de calcul de la subvention LAEP est l'heure. Il s'agit du nombre d'heures annuelles de fonctionnement.

Le nombre d'heures annuelles de fonctionnement est l'addition :

- Des heures d'ouverture du service au public pour l'accueil des enfants et des parents ;
- Et des heures d'organisation de l'activité, dans la limite de 50% du nombre d'heures annuelles d'ouverture du service au public.

Les heures d'organisation de l'activité comportent les heures dédiées :

- A la préparation, au rangement, au débriefing des séances ;
- Au temps de déplacement en cas d'itinérance du Laep ;
- Au temps d'analyse de la pratique ou de supervision ;
- Au temps de réunion d'équipe et de travail en réseau.

Ces heures d'organisation de l'activité sont déclarées par le partenaire et limitées à 50% des heures d'ouverture au public par le système d'information.

Le montant de la subvention LAEP retenue<sup>1</sup> dépend de la comparaison entre le prix de revient par heure réalisée et le prix plafond.

Le montant annuel du LAEP versé à un équipement est le résultat de la formule suivante :

X <sup>2</sup> % du prix de revient de la subvention LAEP par heure réalisée dans la limite du prix plafond	X	Nombre d'heures de fonctionnement
---	---	-----------------------------------

La subvention unitaire correspond au taux de la subvention appliquée au prix de revient dans la limite d'un prix plafond.

## **Le bonus territoire CTG**

---

<sup>1</sup> Si (Prix de revient par heure réalisée) > (Prix plafond) => le montant retenu est égal à X% du prix plafond (soit le barème)

Si (prix de revient par heure réalisée) < (Prix plafond) => le montant retenu est égal à X% du prix de revient par heure réalisée

<sup>2</sup> Tel que défini par la Cnaf et publié sur le site Caf.fr.

L'unité de calcul retenue pour le calcul du bonus territoire Ctg est l'heure de fonctionnement (addition du nombre d'heure d'ouverture au public et du nombre d'heures d'organisation de l'activité et limitées à 50% des heures d'ouverture au public par le système d'information).

**Offre existante :**

✓ **Ce montant forfaitaire est calculé à partir :**

Du montant total de bonus territoire CTG de l'année N-1 comptabilisé lors de la charge à payer (Offre existante + Offre nouvelle) / Nombre total d'heures de fonctionnement soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention LAEP sur le territoire de compétence donné.

**Offre nouvelle :**

Le montant forfaitaire national pour toute nouvelle heure de fonctionnement développée dans un LAEP relève d'un barème national<sup>3</sup> publié par la Cnaf.

**Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :**

Nombre d'heures de fonctionnement déclaré par le partenaire plafonné à l'existant	×	Montant forfaitaire / heure de l'offre existante	+	Nombre de nouvelles heures de fonctionnement	×	Barème nouvelle heure LAEP
---	---	--	---	--	---	----------------------------

Le bonus territoire Ctg est calculé sur la base des heures réelles de fonctionnement.

Le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Subvention, bonus territoire CTG....) ne dépasse pas 80% des charges du LAEP. En cas de dépassement, l'écèlement se fera uniquement sur le montant du bonus territoire CTG.

---

<sup>3</sup> Tel que défini par la Cnaf

# Modalités de calcul de la subvention Médiation familiale



**Subvention Médiation Familiale**

**Avril 2025**

Le présent addendum vient compléter la convention d'objectifs et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire et la Caf.

Le pourcentage de financement de la subvention Médiation familiale est accessible sur le site [caf.fr](http://caf.fr) dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

### **Le financement de la subvention Médiation familiale**

La Caf verse une subvention à la fonction correspondant à 75 % des frais de fonctionnement (comptes de la classe 6 et 86) du service de médiation familiale, déduction faite des participations familiales et de la provision versée directement entre les mains du médiateur familial, et dans la limite d'un prix plafond déterminé par la Cnaf.

Pour le calcul de la subvention, la Caf détermine le nombre de postes en équivalent temps plein (Etp) de médiateur familial à financer en s'appuyant sur :

- Le nombre de médiateurs familiaux salariés par le service (seuls les professionnels diplômés sont pris en compte sauf dérogation délivrée par le comité des financeurs dans le cadre du comité départemental des services aux familles ou, s'il n'est pas constitué, comité de financeurs ad hoc) figurant dans l'organigramme du service ;
- Le temps de travail des médiateurs familiaux, lequel est apprécié sur la base de la convention collective appliquée (à défaut de convention collective, il est apprécié sur la base de 1607 heures travaillées, soit 1820 heures payées, par an pour un Etp).

Le nombre d'Etp retenus pour le calcul de la subvention est le nombre d'Etp validés par le comité des financeurs dans le cadre du comité départemental des services aux familles ou, s'il n'est pas constitué, le comité de financeurs ad hoc.

Lorsque le nombre d'Etp financés par la Caf est inférieur au nombre d'Etp réels dans le service, le total des dépenses de fonctionnement est proratisé au nombre d'Etp financés. La même clef de proratisation devra être utilisée sur tous les postes de dépenses et de recettes.

$\text{Prix de revient} = \frac{\text{Total des dépenses de fonctionnement proratisé au nombre d'Etp financés}}{\text{Nombre d'équivalent(s) temps plein (Etp) financés}}$
--

$\text{Montant de la subvention} = ((\text{prix de revient limité au prix plafond Cnaf} \times 75\%) \times \text{nombre d'Etp financés par la Caf}) - (\text{participations familiales} + \text{la provision versée directement entre les mains du médiateur proratisées au nombre d'Etp financés par la Caf})$
--

# Modalités de calcul de la subvention



## Subvention

**Aide et accompagnement à domicile des familles**

**Octobre 2024**



Le dispositif d'aide et l'accompagnement au domicile des familles est financé par la branche Famille. Ce dispositif s'inscrit dans l'offre globale de service des Caf et a pour objectif d'accompagner les familles allocataires dans les moments temporairement difficiles de leur vie, de les soutenir dans leur fonction parentale et de les accompagner vers l'insertion.

Le présent addendum vient consolider la convention d'objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire du service d'aide et accompagnement à domicile des familles et la Caf.

Le pourcentage de financement de la subvention Aide et accompagnement à domicile des familles applicable est celui du barème national en vigueur. Les barèmes sont accessibles sur le site [caf.fr](http://caf.fr) et font l'objet d'une publication chaque année.

### **Le financement de la subvention aide et accompagnement à domicile des familles**

La subvention Aide et l'accompagnement à domicile des familles correspondant à 100 % des charges de fonctionnement<sup>1</sup> (comptes de la classe 6 et 86)<sup>2</sup> du service d'aide à domicile (Saad) déduction faite des participations familiales, et dans la limite d'un prix plafond déterminé par la Cnaf. La Caf verse une subvention à la fonction.

### **Le montant annuel de la subvention Aad est obtenu par la formule suivante par niveau d'intervention :**

#### **Pour les Aes/Avs**

Le montant de la PS = prix de revient limité au prix plafond <sup>3</sup> Cnaf x 100% x nombre d'Etp Aes/Avs déclarés et plafonnés aux Etp financés par la Caf et proratisé à la durée de fonctionnement – (participations familiales activité Aes/Avs proratisées au nombre d'Etp financés par la Caf)
---

#### **Pour les Tisf**

Le montant de la PS = prix de revient limité au prix plafond <sup>4</sup> Cnaf x 100% x nombre d'Etp Tisf plafonnés aux Etp financés par la Caf et proratisé à la durée de fonctionnement – (participations familiales activité Tisf proratisées au nombre d'Etp financés par la Caf)
---

---

<sup>1</sup> Pour les interventions relevant de sa compétence

<sup>2</sup> Conformément aux principes de la comptabilité générale.

<sup>3</sup> Si (Prix de revient par Etp financé) < (Prix plafond) => le montant retenu est égal au prix de revient par Etp financé. Si (Prix de revient par Etp financé) > (Prix plafond) => le montant retenu est égal au prix plafond.

<sup>4</sup> Si (Prix de revient par Etp financé) < (Prix plafond) => le montant retenu est égal au prix de revient par Etp financé. Si (Prix de revient par Etp financé) > (Prix plafond) => le montant retenu est égal au prix plafond.

Pour le calcul de la subvention, la Caf détermine :

**Le nombre d'équivalent temps plein (Etp) d'Aes/Avs et/ou Tisf** à financer en s'appuyant sur :

**Le temps de travail des Aes/Avs et/ou Tisf**, lequel est apprécié sur la base de la convention collective appliquée (à défaut de convention collective, il est apprécié sur la base de 1 607 heures travaillées, par an pour un Etp telle que fixé à l'article L.3123-1 du code du travail) ;

**Le nombre d'Etp retenus** pour le calcul de la subvention est le minimum entre le nombre d'Etp déclarés et le nombre d'Etp validés par le comité de financement issu du Sdsf ou à défaut du Conseil d'administration de la Caf ou son instance délégataire. Le nombre d'Etp retenus doit être cohérent avec les besoins du territoire.

**Le nombre d'Etp financés** est proratisé en fonction de la durée de fonctionnement.

La Caf finance uniquement les ETP qu'elle a préalablement autorisé.

**Le prix de revient par niveau** (identique pour les Aes/Avs d'une part et pour les Tisf d'autre part) :

Le prix de revient est calculé en divisant le total des charges (comptes de classe 6) et les contributions volontaires (comptes 86)<sup>5</sup> par le nombre d'Etp proratisés à la durée de fonctionnement.

$\text{Prix de revient} = \frac{\text{Total des dépenses de fonctionnement proratisés au nombre d'Etp retenus}}{\text{Nombre d'équivalent(s) temps plein (Etp) financés proratisé à la durée de fonctionnement}}$
---

Chaque année, la Cnaf diffuse sur le site Caf.fr les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service Aide et accompagnement à domicile des familles.

**Les participations familiales** : la participation financière des familles est obligatoire et est calculée sur une base horaire en application d'un barème national publié par la Cnaf sauf si un barème local est commun à l'ensemble des partenaires. Le montant des participations familiales est proratisé au nombre d'Etp financés par la Caf.

---

<sup>5</sup> Conformément aux principes de la comptabilité générale.

# Modalités de calcul de la subvention



**Subvention Clas**  
**« Bonus enfants » « Bonus parents »**

**Octobre 2024**

La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit l'ambition de soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants, à travers les Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas). Leur singularité au croisement de l'accompagnement à la scolarité, des activités

culturelles, de l'appui aux relations parents/école doit cependant être renforcé par un financement plus en lien avec ces exigences.

Le présent addendum vient compléter la convention d'objectif et de financement en cours de validité signée entre le porteur de projet et la Caf.

Le pourcentage de financement de la subvention Clas et des « bonus enfants » et des « bonus parents » est accessible sur le site Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

### **Le financement de la subvention Clas**

La subvention se calcule de la façon suivante :

Le montant de la Ps = (prix de revient limité au plafond<sup>1</sup> Cnaf x Taux de la subvention Clas) x nombre de collectifs d'enfants<sup>2</sup>

Prix de revient réel = Total des dépenses de la fonction d'accompagnement à la scolarité dispensée pour l'année scolaire / nombre de collectifs d'enfants<sup>3</sup>.

Le prix plafond de la Ps Clas ainsi que le montant des bonus « enfants » et « parents » sont ceux de l'année d'ouverture c'est à dire N pour l'année scolaire de septembre N à juin N+1.

### **Le financement du « bonus enfants » et/ou « bonus parents »**

Afin de permettre une meilleure solvabilisation de ces projets les plus qualitatifs, une bonification d'un montant maximum tel que défini par la Cnaf est prévue tant sur l'axe d'intervention auprès des enfants que sur l'axe d'intervention auprès des parents.

Pour pouvoir bénéficier de ces bonus par collectif « d'enfants », le porteur de projet doit mettre en place un projet socio-éducatif organisés sur l'année scolaire et répondre aux critères précisés dans la convention d'objectifs et de financement associé.

*Le montant du « bonus enfants » ou du « bonus parents » relève d'un barème national publié par la Cnaf et disponible sur le Caf.fr.*

L'atteinte de ces objectifs est vérifiée par la Caf, sur la base du bilan de réalisation de l'action. Le versement du financement des bonus est conditionné au développement de ces objectifs.

---

<sup>1</sup> Si le prix de revient réel < prix de revient plafond déterminé selon par la Cnaf, retenir le prix de revient réel

Si le prix de revient réel > prix de revient plafond déterminé par la Cnaf, retenir le prix de revient plafond déterminé par la Cnaf

<sup>2</sup> En fonction des actions réalisées dans la limite des actions validées par l'instance décisionnaire

<sup>3</sup> La définition de la notion d'un « collectif d'enfants » : un collectif d'enfants est un groupe constitué de 8 à 12 enfants maximum qui se réunit durant toute l'année scolaire dans un même lieu, accessible aux parents. En milieu rural, en raison de la spécificité territoriale et notamment des problématiques de mobilité, un nombre de 5 enfants minimum au sein d'un collectif d'enfants est accepté.

Les actions financées doivent bénéficier de co-financement. Le montant total, des financements accordés par la branche Famille ne peut excéder 80% du cout total annuel de fonctionnement (ou de la dépense d'investissement ou d'équipement) d'une structure ou d'un service.

# Modalités de calcul de la subvention

**Juin 2025**



## **Subvention Espace rencontre**

**Juin 2025**

La branche Famille a structuré son action auprès des Espaces rencontre autour des objectifs suivants :

- Assurer le maintien du lien de l'enfant avec le parent chez qui, il ne réside pas habituellement ;
- Permettre à l'enfant de conserver la place qui est la sienne au sein de sa famille ;
- Faciliter l'exercice de l'autorité parentale et des responsabilités parentales.

Le présent addendum vient consolider la convention de la subvention « espace rencontre » en cours de validité signée entre le gestionnaire et la Caf.

Les prix plafonds sont accessibles sur le site Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

## **Le financement de la subvention Espace rencontre**

La Caf verse une subvention correspondant à **60% du prix de revient** sur la base du nombre d'heures annuelles de fonctionnement.

Montant de la PS = (Nombre d'heures de fonctionnement X 60% du prix de revient plafonné<sup>1</sup>)

### **Le prix de revient :**

Le prix de revient par heure est calculé en divisant le total des charges (comptes classe 6) et les contributions gratuites <sup>[1]</sup>(compte 86) par le nombre d'heures de fonctionnement. Aucune recette en atténuation n'est à déduire de ces charges.

Si le bénévolat ne doit pas être inclus au calcul de la Ps, il peut néanmoins apparaître dans les documents financiers.

La subvention correspond au taux de la PS appliqué au prix de revient dans la limite d'un prix plafond.

Chaque année, la Cnaf publie les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service « Espace de rencontre » sur le site institutionnel Caf.fr.

L'addendum viendra préciser les modalités de calcul à l'appui des barèmes en vigueur.

<sup>[1]</sup> La valorisation des charges supplétives pour les moyens mis à disposition par un tiers (compte 86- : personnel, fluide, locaux.) La mise à disposition doit être formalisée par une convention. Ce montant peut être basé sur les charges réelles ou sur un forfait d'utilisation déterminé localement avec le partenaire prêteur.

<sup>1</sup> Si (Prix de revient par heure réalisée) < (Prix plafond) => le montant retenu est égal à 60% du prix de revient par heure réalisée.

Si (Prix de revient par heure réalisée) > (Prix plafond) => le montant retenu est égal à 60% du prix plafond (soit le barème).

**Le nombre d'heures annuelles de fonctionnement est l'addition :**

- Des heures d'ouverture du service au public pour l'accueil et la mise en place des rencontres enfants/parents ;
- Et des heures d'organisation de l'activité dans la limite de 50% du nombre d'heures annuelles d'ouverture du service au public.

**Les heures d'ouverture au public comprennent :**

- Les heures durant lesquelles les familles sont accueillies au sein de la structure (rencontres parents-enfants, « passage de bras », etc.) ;
- Les heures d'entretiens avec les familles (accueil physique et/ou téléphonique).

**Les heures d'organisation de l'activité comportent les heures dédiées :**

- A la coordination administrative et au secrétariat (organisation et suivi des rencontres, suivi des dossiers, etc.) ;
- Aux tâches de coordination du service et de régulation du travail des intervenants ;
- Au temps d'analyse de la pratique (8 heures par professionnel et par an minimum) ;
- Au temps de réunion d'équipe et de travail en réseau.

Ces heures d'organisation de l'activité sont déclarées par le partenaire et limitées à 50% des heures d'ouverture au public par le système d'information.



# Modalités de calcul de la subvention



**Subvention Foyer de jeunes travailleurs « FJT »**

**Juin 2025**

Le présent addendum vient compléter la convention d'objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire et la Caf.

Le pourcentage de financement de la subvention « FJT » est accessible sur le site Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

## **Le financement de la subvention « FJT »**

La subvention sert à financer une partie des charges liées à la fonction socio-éducative.

A ce titre, l'assiette de la subvention Fjt comprend les éléments suivants <sup>1</sup>:

A = 100 % charges de salaire des personnels socio-éducatifs qualifiés ;

B = 50 % charges de salaire des personnels d'appui à la fonction socio-éducative ;

C = 50 % charges afférentes à la fonction de direction (dans la limite de 2 ETP) ;

D = 25 % de la somme des charges précédentes au titre des dépenses de fonctionnement générées par l'activité des personnels.

$$\text{Assiette} = A + B + C + D$$

$$\text{Assiette maximum annuelle}^2 = \text{Montant annuel des charges socio-éducatives plafonné}^3 \times \text{nombre de places retenues.}^4$$

Le montant de la subvention s'obtient par le calcul suivant :

$$\text{Ps} = 31,80 \% \text{ de } (A + B + C + D)$$

**Dans la limite de l'assiette maximum et d'un plafond annuel définis annuellement par la Cnaf**

---

<sup>1</sup> Pour les Fjt dépassant le plafond des 15 %, la Caf proratisé les charges de salaires retenues pour le calcul de l'assiette de la Ps Fjt, en écrétant uniquement le nombre de places occupées excédant les 15 % tolérés

<sup>2</sup> Afin de limiter une éventuelle dérive vers un sureffectif ou une valorisation excessive des salaires, le montant des charges socioéducatives prises en compte fait l'objet d'un montant maximum publié annuellement par la Cnaf.

<sup>3</sup> Le total de charges socio-éducatives par place fait également l'objet d'un plafond publié annuellement par la Cnaf.

<sup>4</sup> La capacité totale retenue par la Caf correspond au nombre de places réellement ouvertes pour le public Caf (y compris celles attribuées à des publics dans le cadre d'une convention avec un tiers dans la limite de 15% de la capacité d'accueil retenue et les lits conventionnés Alt). Elle fait l'objet d'une notification par la Caf.

# Modalités de calcul de la subvention Animation Locale



Le présent addenda vient consolider la convention de subvention en cours de validité signée entre le gestionnaire de l'espace de vie sociale et la Caf.

Le taux de financement la subvention animation locale indiqué ci-dessous s'applique aux nouvelles conventions et vient se substituer, à celui ou ceux qui auraient pu être intégrés dans les conventions précédemment signées et toujours en cours de validité.

### **Le financement de la subvention Animation locale**

Le montant annuel de la subvention animation locale versée au gestionnaire de l'espace de vie sociale est obtenu par la formule suivante :

Charges de fonctionnement plafonnées	<b>X</b>	Taux de subvention Animation locale
--------------------------------------	----------	-------------------------------------

Les Charges de fonctionnement du gestionnaire sont à prendre en compte dans la limite d'un plafond fixé par la Cnaf et proratisé à la durée d'agrément de l'Espace de vie sociale sur l'année.

La Cnaf diffuse les montants des plafonds de dépenses et taux retenus pour le calcul de la subvention « Animation locale » sur le site institutionnel Caf.fr.

### **Les transmissions des données à la Caf à compter de 2024**

Le gestionnaire s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr », après la signature d'une convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois rôles :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

A noter qu'une seule et même personne peut endosser les trois rôles.

# Modalités de calcul des subventions

## Animation globale & coordination

## Animation collective familles



Le présent addendum vient consolider la convention de subvention en cours de validité signée entre le gestionnaire du centre social et la CAF.

Le taux de financement des subventions Agc et Acf indiqué ci-dessous s'applique aux nouvelles conventions et vient se substituer, à celui ou ceux qui auraient pu être intégrés dans les conventions précédemment signées et toujours en cours de validité.

### **Le financement de la subvention Agc**

Le montant annuel de la subvention Agc versé au gestionnaire du centre social est obtenu par la formule suivante :

(Total des dépenses de pilotage	+	Quote-part de logistique fixée par la Cnaf à 35%)	X	Taux de subvention dans la limite d'un prix plafond.
---------------------------------	---	---	---	--

Les charges liées aux dépenses de pilotage et à la quote-part de logistique sont à prendre en compte dans la limite d'un plafond fixé par la Cnaf et proratisé à la durée d'agrément du Centre social sur l'année.

La Cnaf diffuse les montants des plafonds de dépenses et taux retenus pour le calcul de la subvention Agc sur le site institutionnel Caf.fr

### **Le financement de la subvention Acf**

Le montant annuel de la subvention Acf versé au gestionnaire du centre social est obtenu par la formule suivante :

(Charges salariales du référent familles	+	Quote-part de logistique fixée par la Cnaf à 60 %)	X	Taux de subvention dans la limite d'un prix plafond.
--	---	--	---	--

Les charges salariales du référent familles et la quote-part de logistique sont à prendre en compte dans la limite d'un plafond fixé par la Cnaf et proratisé à la durée d'agrément du projet famille du centre social sur l'année.

La Cnaf diffuse les montants des plafonds de dépenses et taux retenus pour le calcul de la subvention Acf sur le site institutionnel Caf.fr

### **Les transmissions des données à la Caf à compter de 2024**

Le gestionnaire s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du Caf.fr, après la signature d'une convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois rôles :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

A noter qu'une seule et même personne peut endosser les trois rôles.

# Modalités de calcul de la subvention



**Subvention Paej  
Fonds d'accompagnement**

**Juillet 2024**

Dans le cadre des objectifs poursuivis sur le champ de la jeunesse, la Cog 2023- 2027 prévoit de structurer et développer une offre d'accompagnement et d'information adaptée aux besoins des adolescents et des jeunes : il s'agit notamment de "renforcer le soutien en direction des lieux « ressources » pour les jeunes via l'accompagnement et le développement des points d'accueil et d'écoute jeunes (Paej).

Le présent addendum vient compléter la convention d'objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire de la structure Paej et la Caf.

Le pourcentage de financement de la subvention Paej (et du fonds d'accompagnement) est accessible sur le site [caf.fr](http://caf.fr) dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

### **Le financement de la subvention Paej**

Nombre d'Etp <sup>1</sup>	x	Prix de revient (dans la limite d'un prix plafond fixé annuellement par la Cnaf)	x	Taux de la subvention Paej (publié annuellement par la Cnaf)
---------------------------	---	--	---	--

### **Le financement du fonds d'accompagnement**

Le fonds d'accompagnement a vocation à prendre en charge de manière dégressive et transitoire les éventuelles pertes financières liées aux nouvelles modalités de financement de la subvention Paej.

Nombre d'Etp <sup>2</sup>	x	Prix de revient (dans la limite du prix de revient de l'année de référence soit 2023)	x	Taux de financement <sup>3</sup>	-	Subvention Paej N dans la limite des Etp de l'année référence soit 2023
---------------------------	---	---	---	----------------------------------	---	---

Ce fond d'accompagnement est plafonné à 80 % des charges de fonctionnement pour l'année 2024 dans la limite du taux de financement de l'année de référence 2023.

---

<sup>1</sup> Dans la limite du nombre d'Etp notifié par la Caf.

<sup>2</sup> Dans la limite du nombre d'Etp notifié par la Caf pour l'année de référence 2023.

<sup>3</sup> Dans la limite du taux de financement de l'année de référence 2023.



# Modalités de calcul de la subvention



**Pilotage du projet de territoire  
« Chargés de coopération »**

**Décembre 2024**

Le présent addendum vient compléter la convention d'objectif et de financement en cours de validité signée entre la collectivité et la Caf.

Le montant du bonus territoire CTG (offre nouvelle) est accessible sur le site Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

## **Le financement de la subvention Chargés de coopération**

### **L'offre existante**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant forfaitaire total (offre existante N-1+ offre nouvelle) comptabilisé lors de la charge à payer N-1/  $\Sigma$  du nombre d'ETP de chargés de coopération CTG soutenus en N-1.

### **✓ Le financement de nouveaux ETP**

Les ETP de chargés de coopération CTG nouveaux sont ceux qui sont développés sur la durée d'une CTG, en lien avec des objectifs de développement des services aux familles. Leur soutien financier par la Caf est conditionné au fait que cette extension du nombre d'ETP pris en compte ait été formalisé dans la convention associée.

Le montant forfaitaire national annuel pour tout nouveau poste de coordonnateur développé sur la durée de la CTG relève d'un barème national annuel défini et publié par la Cnaf.

En cas d'absence du professionnel identifié sur cette fonction, le financement n'est pas dû par la Caf. En cas de remplacement d'un professionnel par un autre, le forfait de financement appliqué reste celui prévu pour un ETP existant.

### **Le montant de la subvention dite « Pilotage du projet de territoire – Chargé de coopération CTG » s'établit donc ainsi :**

Nombre d'Etp pris en compte par la Caf plafonné à l'existant	X	Montant forfaitaire / Etp déjà soutenu	+	Nombre de nouveaux Etp soutenus par la Caf	X	Barème nouvel Etp chargé(e) de coopération Ctg
--	---	--	---	--	---	--

# Modalités de calcul de la subvention



**Subvention « Ps Jeunes »**

**Décembre 2024**

Le présent addendum vient compléter la convention d'objectif et de financement en cours de validité signée entre le gestionnaire et la Caf.

Le pourcentage de financement de la subvention «Ps Jeunes », est accessible sur le site Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

## **Le financement de la subvention « Ps Jeunes»**

La Caf verse une subvention, à partir d'un pourcentage de dépenses définies limité à un plafond d'ETP fixé annuellement par la Cnaf.

### **Le montant de la subvention est :**

X% des dépenses<sup>1</sup> relatives au poste d'animateur qualifié <sup>2</sup>et des dépenses de fonctionnement afférentes à ce poste (frais de déplacement et frais de formation non qualifiante) dans la limite d'un prix plafond par ETP

Le temps de travail pris en compte dans le calcul de la subvention «Ps Jeunes » doit être au minimum de 0,3 ETP sur les missions définies dans le référentiel national.

Plusieurs ETP et plusieurs postes d'animateurs peuvent être pris en compte au sein d'un même projet et d'un même agrément subvention « Ps Jeunes ». Dans ce cas, le ratio nombre d'Etp/nombre de poste d'animateurs différents ne doit pas être inférieur à 0,3 ETP.

---

<sup>1</sup> Charges salariales (salaires et charges proratisés au temps de travail dédié au projet Ps Jeunes)

<sup>2</sup> L'animateur « jeunes » doit être en possession, au minimum, d'un diplôme d'animation de niveau IV (selon exigences du référentiel métier) ou inscrit en formation à la date de signature de la convention d'objectifs et de financement Ps jeunes.